

Heureux comme Job

Après une mort lente — et une longue dépollution du site — l'usine Job, aux Sept-Deniers, a laissé ses rouleaux de papier aux coulées de béton. Aujourd'hui plusieurs promoteurs se partagent l'espace: Cogedim-Paul Matteu, Monné-Decroix et Capri-Icade pour le haut de gamme et Belin Promotion pour un programme plus « abordable », donnant route de Blagnac.

À titre d'exemple, la résidence Occitania Garonne (Cogedim) proposait 89 logements de 150 000 € à 547 000 €. Il ne reste plus à vendre que deux T4 (115 m² + terrasse: 458 000 €) et un T2 (40 m²: 158 000 €). Idem au Mogador d'à côté (Monné-Decroix) avec deux T4 à 347 000 € encore en vente sur 72 logements.

La livraison est prévue pour l'été 2007.



Job, version «paquebots». Photo DDM, F. Charmeux.

LA DEPECHE DU MIDI (JANVIER)

• **APRÈS JOB.** Fermée en 2000, l'usine papetière Job de Toulouse n'en finit pas de faire parler d'elle depuis. D'abord lorsque ses salariés luttèrent pour empêcher sa fermeture, puis au moment de la négociation du plan social. Enfin lorsque ces anciens salariés, réunis au sein de l'association Après Job fédérèrent sur le quartier des 7 Deniers un certain nombre d'associations autour d'un projet visant à faire du bâtiment un lieu d'activités sociales et culturelles. Sous la pression de ce collectif d'associations, la mairie de Toulouse a validé ce projet en y apportant néanmoins quelques modifications. D'ici deux ans environ, le "Vaisseau Amiral" réhabilité accueillera la MJC des Amidonniers, les locaux de l'école de musique Music'Halles, des salles associatives et une piscine. Le reste des terrains « libérés » par l'arrêt de l'activité papetière de l'usine Job route de Blagnac étant, comme tout le monde l'aura bien compris, consacré au développement d'un projet immobilier de haut standing avec vue imprenable sur la Garonne.

• **APRÈS JOB (suite).** Alors que son action en faveur de la création d'un lieu d'animation social et culturel sur une partie des terrains de l'ancienne usine Job semble couronnée de succès, l'association Après Job, qui réunit les anciens salariés de cette usine fermée en 2000, est actuellement sous la menace d'une expulsion du local qui leur a été pourtant octroyé dans le cadre du plan social. N'acceptant cette décision, Après Job a organisé une manifestation le 6 janvier dernier et lancé une souscription pour payer les frais de justice occasionnés par leur refus d'obtempérer à cette décision de la mairie de Toulouse: « La mairie n'aime pas les contre-pouvoirs et elle essaye de se débarrasser de nous comme elle le peut. » Renseignements au 06 15 89 05 67 ou 05 85 70 75 33.

INTRAMUROS (FEVRIER)